



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPAYCIFIC'ZOO
LA MARTINIERE
72700 SPAY

Code AIOT : 0057202113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement SPAYCIFIC'ZOO implanté LA MARTINIERE 72700 Spay. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPAYCIFIC'ZOO
- LA MARTINIERE - 72700 SPAY
- Code AIOT : 0057202113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement de présentation au public d'animaux non domestiques relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	2 mois
3	Registre d'entrées et de sorties	Arrêté Ministériel du 08/10/2018, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	AP Complémentaire du 23/02/2015 article 1-3	Sans objet
5	Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004 articles 32 et 34	Sans objet
6	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004 articles 58 et 59	Sans objet
7	Détention d'espèces exotiques envahissantes	Arrêté Préfectoral du 19/08/2025 article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien tenue et les animaux sont détenus dans de bonnes conditions. La visite a permis de faire le point sur les dernières modifications et sur l'arrivée de nouveaux animaux.

Les non-conformités suivantes doivent faire l'objet d'une action corrective dans un délai de 2 mois :

- mise en conformité de la fumière et formalisation des différents documents de traçabilité des échanges,
- envoi trimestriel du registre entrées/sorties,
- mise à jour du plan de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2015, article 1-3
Thème(s) : Autre, élevage, dossier parc animalier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Des modifications aux installations ont été apportées depuis le dossier d'autorisation de 2015. * Un dossier acte a été délivré le 6 mars 2025 concernant : - le réagencement de la volière asiatique (extension du volume mais pas de la surface), - le réaménagement de l'ancien enclos des agoutis et aras pour y placer des coatis, avec la modification des clôtures électriques et la réalisation de deux petits abris isolés et chauffés, - réaménagement de l'ancien enclos des jaguaronis mâles pour y installer une volière (3 faisans à huppe blanche et 2 pirolles à ventre jaune). * Récemment, le parc a accueilli de nouveaux individus : - en août 2025, 2 muntjac de reeves mâles (<i>Muntiacus reevesi</i>), [AP n°72-2025-01-EEE], - en novembre 2025, 2 chats manuls femelles (<i>Otocolobus manul</i>), - en février 2026, 5 mangoustes rayées (<i>Mungos mungo</i>) [nouvelle espèce au sein du parc].

<p>Les enclos d'accueil de ces individus ont fait l'objet de modifications. Un observatoire abrité pour les visiteurs a été construit au niveau de la volière n° 31, renfermant les chats manuls.</p> <p>L'enclos n° 15 a été rénové et aménagé pour recevoir les mangoustes (création d'un sas double-porte et d'un décor de savane africaine).</p> <p>D'autres projets sont en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'aménagement de l'enclos n° 41 a débuté, la fin des travaux est estimée pour l'été 2026. Il s'agit d'implanter une nouvelle volière d'une surface d'environ 450 m² avec poteau central de 7 m de haut. Un sas d'entrée double-porte sera également créé dans cet espace abordant la thématique "Australie / Papouasie Nouvelle-Guinée). * Le parc prévoit l'extension de la mini-ferme. Ce projet nécessite l'avis de la DDT en raison du souhait de création d'une zone humide. <p>Ces derniers projets sont conditionnés au dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale permettant de prendre en compte l'ensemble des modifications des dernières années et les projets à venir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, plan de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 25/03/2004.</p> <p>Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.</p> <p>Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.</p> <p>Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conforme : le plan de secours n'est toujours pas finalisé. Pour rappel, cette non-conformité a été relevée lors de la visite d'inspection précédente en février 2025 et fait suite à une demande du SDIS du 3 février 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 25/03/2004 :</p> <p>« 3. Plan de secours</p> <p>Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.</p> <p>Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et les procédures à mettre en oeuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ; - les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ; - les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;

<p>- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.</p> <p>Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet. »</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Registre d'entrées et de sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/10/2018, article 8
Thème(s) : Autre, registre – inventaire des espèces détenues
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les lieux où sont détenus des animaux d'espèces non domestiques, le détenteur doit tenir un registre des entrées et sorties de ces animaux, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, tenant un registre des entrées et des sorties conformément à l'arrêté du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ; - des détenteurs d'appelants utilisés pour la chasse au gibier d'eau, tenant un registre des entrées et de sorties conformément à l'arrêté du 29 décembre 2010 relatif à l'identification et à la traçabilité des appelants utilisés pour la chasse au gibier d'eau ; - des établissements de pisciculture et d'aquaculture. <p>A l'exception des espèces de vertébrés détenues au sein des établissements de présentation au public fixe, les animaux appartenant à une espèce ou à un groupe d'espèces dont l'effectif indiqué en colonne (a) de l'annexe 2 du présent arrêté est " 1 et plus " n'ont pas à figurer dans ce registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du registre a été transmise le 23/02/2026.</p> <p>Suite du contrôle du 27/02/2025 : une différence d'effectif concernant les Wallabys avait été constatée lors du dernier contrôle. Pour permettre le comptage exhaustif des individus, un dispositif constitué de filets et en forme d'entonnoir a été mis en place au sein de l'enclos. Le registre indique 16 Wallaby de Bennett, ce qui correspond au nombre d'individus comptés le jour de l'inspection.</p> <p>NON-CONFORME : l'envoi trimestriel du registre à la DDPP n'est plus effectif. D'après l'exploitant il s'agit d'un problème informatique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des risques écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
Thème(s) : Autre, aire de stockage des effluents solides
Prescription contrôlée : <p>Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers.</p> <p>Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents.</p> <p>Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.</p>
Constats : <p>* Gestion des excréments : les excréments ramassés dans les parcs sont stockés dans des containers étanches (poubelles) et évacués avec les rebus de végétaux (non distribués ou non consommés). Ces déchets sont orientés vers une unité de méthanisation.</p> <p>L'envoi de déchets de catégorie 1 (excréments d'animaux de parc zoologique) n'est pas permis. Néanmoins, du fait de la proportion infime de ces excréments au sein des déchets végétaux, cette pratique est tolérée du fait du faible pourcentage d'excréments C1 dans les sous-produits d'origine végétale de catégorie 3.</p> <p>* Gestion des fumiers pailleux : les fumiers pailleux proviennent principalement de la mini-ferme (animaux domestiques).</p> <p>Les fumiers sont stockés à même le sol sur un emplacement dédié non couvert et non équipé d'un dispositif de collecte des jus. Ces effluents sont régulièrement évacués vers une exploitation agricole proche. Aucun dispositif ne prévient les risques de ruissellement, de contamination du sol ou de propagation d'agents pathogènes vers l'extérieur.</p> <p>Les transferts ne font l'objet d'aucune formalisation écrite (absence de convention et de bordereaux de livraison). De ce fait, il n'est pas possible de conclure quant au délai de remise de ces effluents et de garantir que les fumiers sont suffisamment maturés avant épandage. Par ailleurs, l'exclusion de ces effluents sur des cultures maraîchères ne peut être confirmée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, articles 32 et 34
Thème(s) : Autre, enclos
Prescription contrôlée : <p>Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès.</p>

<p>Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation.</p> <p>L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.</p> <p>Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.</p> <p>Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux.</p> <p>La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.</p> <p>Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées.</p> <p>Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées.</p> <p>La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux.</p> <p>Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Enclos inspectés : n° 31, aménagé pour les chats manuls et enclos n° 15, contenant les mangoustes rayées.</p> <p>Les enclos sont conformes aux informations portées à connaissance le 12 janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Information du public sur la biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, articles 58 & 59</p>
<p>Thème(s) : Autre, informations au public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 58</u> : les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom scientifique ; - nom vernaculaire ; - éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ; - répartition géographique ; - éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; <p>ainsi que, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - statut de protection de l'espèce ; - menaces pesant sur la conservation de l'espèce ; - actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

<p>Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.</p> <p><u>Article 59</u> : les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.</p> <p>L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Enclos inspectés : n° 31, aménagé pour les chats manuls et enclos n° 15, contenant les mangoustes rayées.</p> <p>Les panneaux relatifs aux nouvelles espèces présentées ont été installés.</p> <p>Ces panneaux comprennent l'ensemble des informations nécessaires et réglementaires.</p> <p>Note : la charte graphique de l'ensemble des panneaux est en cours de révision sur le parc. Il convient d'être vigilant sur le choix des couleurs, certaines propositions sont moins lisibles (aires de répartitions géographiques).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Détention d'espèces exotiques envahissantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, AP n° FR-72-2025-01-EEE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes.</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de Monsieur Emmanuel LEMONNIER, titulaire du certificat de capacité n° PP 06/002 en date du 11 septembre 2006. Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos d'une surface de 1000 m² entièrement fermé sur les côtés et le dessus (volière). L'accès se fait par un sas dont l'ouverture de la première porte n'est possible qu'après fermeture de la seconde (système de contre-poids). Les grillages de la volière mesurent 3 mètres de haut et ils sont directement surmontés d'un filet qui culmine sur le mas central à 7 mètres de hauteur. Un pré-enclos complète la volière et permet la capture des animaux en cas de besoin ou de nécessité.</p> <p>La surveillance est assurée par un à deux soigneurs quotidiennement, en plus du vétérinaire présent sur le site.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p>

Devenir des spécimens :

Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.

Constats :

Enclos inspecté :

* volière asiatique contenant deux muntjac de reeves, espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil.

Le parc a accueilli cet été deux muntjac de reeves (*Muntiacus reevesi*) ; ces animaux sont détenus dans une volière de 1000 m², entièrement fermée sur les côtés et le dessus.

L'entrée dispose d'un sas dont l'ouverture de la première porte n'est possible qu'après fermeture de la seconde (système de contre-poids).

Les grillages de la volière mesurent 3 mètres de haut et sont directement surmontés d'un filet qui culmine sur un mas central à 7 mètres de hauteur. Les muntjacs ont (à l'intérieur même de la volière), un pré-enclos qui peut également être fermé, dans lequel ils pourront être enfermés en cas de procédure ou de nécessité de capture.

Le jour de la visite, un seul individu était présent dans cet enclos, le second ayant été placé en quarantaine. Une séparation des deux individus est envisagée, afin d'éviter les problèmes comportementaux. Un des muntjacs serait déplacé vers la volière africaine, possédant des caractéristiques similaires (volière).

CONFORME :

- l'installation possède un permis de détention n° FR-72-2025-01-EEE, délivré le 19 août 2025 par la DDPP de la Sarthe pour 2 individus ;
- les individus sont conservés et manipulés en détention confinée conformément au paragraphe 3 du RÈGLEMENT (UE) n° 1143/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- le capacitaire du parc est qualifié pour l'entretien de cette espèce (certificat de capacité comprenant les cervidés) ;
- le transport des individus depuis le site de départ a été effectué conformément aux prescriptions du formulaire européen d'accompagnement de l'autorisation délivré le 19 août 2025 ;
- les individus sont marqués (présentation de l'attestation de lecture de puce de marquage en date du 24/08/2025) ;
- le risque de fuite est maîtrisé (voir descriptif de l'enclos) ;
- une surveillance quotidienne est assurée au sein du parc.

Le bilan des Espèces Exotiques Envahissantes a été transmis le 09/03/2026. Au 31/12/2025, il fait état de :

- Ecureuil de Finlayson, *Callosciurus finlaysonii* : 2 (conforme au registre),
- Muntjac de Reeves, *Muntiacus reevesi* : 2 (conforme au registre),
- Ovette d'Egypte, *Alopochen aegyptiaca* : 3 (conforme au registre et aux individus présentés),

- Trachémyde écrite, *Trachemys scripta* : 68 (conforme au registre)

Note : l'inventaire des tortues n'est probablement pas exhaustif du fait de la difficulté de compter l'ensemble de ces individus dans leur point d'eau. Un comptage est à prévoir, d'autant plus que l'arrêté d'Autorisation d'Ouverture de 2015 prévoit la détention de 24 individus *Trachemys scripta*.

Type de suites proposées : Sans suite